

Meřħabā Hēvalnō

«Šalūt lēs āmi.ē.š!»



Ďēs nōūvellēs đų Kūrđištān!
14 - 22 oĉtōbrē 2015

Chaque semaine Merhaba Hevalno tente de résumer les infos sur le Kurdistan publiées sur internet, pour donner un aperçu de l'évolution de la situation là-bas. Pour cette première semaine, on publie un texte un peu plus long qui résume le contexte du Kurdistan, et de la situation actuelle.

Vous pouvez lire les précédents numéros sur :
<http://www.kedistan.net/category/brochures/merhaba-hevalno/>

Pour nous contacter ou nous envoyer des
retours :

actukurdistan@riseup.net

Bakûr : Où en est la guerre contre les Kurdes ?

* L'armée turque attaque malgré les déclarations de cessez-le-feu

Malgré le cessez-le-feu annoncé unilatéralement par le KCK (Confédération des Communautés du Kurdistan), le 10 octobre dernier, les attaques continuent. Après l'attentat d'Ankara, la coprésidente du HDP (Parti Démocratique des Peuples) Figen Yüksekdağ dit que « *c'est maintenant au tour du gouvernement de déclarer la même chose*¹ ». L'armée turque continue ses opérations contre les guerillas dans le Kurdistan nord. Il y a eu des bombardements dans le district de Yüksekova (Hakkari), dans la zone de Binbir et de Cudi². Les opérations des troupes turques dans les zones de Xarçik et Xengirvan (Dersim) continuent. Des vols de reconnaissance ont aussi lieu. Les lignes électriques et l'arrivée d'eau ont été coupées dans le centre de Dersim et dans les villages autour, à cause de bombardements de l'armée turque.

*Un rapport de l'IHD sur la guerre mené par l'État turc au Kurdistan Nord donnent des chiffres

On peut lire sur le site d'information ANF³ des extraits d'un rapport de l'antenne d'Amed de l'IDH (Association pour les Droits de l'Homme basée à Strasbourg) : « *La terreur d'État au Kurdistan Nord a entraîné la mort de 63 civils en 9 mois. 3 564 personnes, dont 293 enfants ont été détenus et parmi eux 788, dont 41 enfants, sont restés en détention préventive pendant ce processus [...] Les terrifiants crimes contre l'humanité ont inclus l'exposition du cadavre nu du YJA-Star Kevser Eltürk (Ekin Wan), la torture d'Hacı Lokman Birlik dont le cadavre a été traîné dans les rues derrière un véhicule de police après son exécution par les forces de l'état à Şırnak, la violation du droit à la vie contre des civils, et principalement des enfants dans les zones où un couvre-feu a été imposé, le refus d'enterrer des civils dont les corps étaient conservés dans des frigidaires dans des maisons pendant des jours* ».

Le rapport mentionne : les bombardements contre les cimetières des militants du PKK, la destruction de la nature et l'incendie de zones de forêts pendant les opérations de l'armée turque, des fusillades délibérées et arbitraires de civils par les forces de sécurité dans les contextes de couvre-feux, 86 cas de tortures en détention et 87 autres pendant les descentes dans des maisons ou dans la rue. Il recense 1975 descentes dans des maisons, la plupart au lever du jour, pendant lesquelles les personnes ont été visées par des pistolets, battues, torturées et soumises à de mauvais traitements. Il parle de 721 prisonniers, dont 282 dans un état grave, étaient privés de leur droit à la santé et abandonnés à leur sort en prison, et dénonce la violation des droits individuels et humains d'Öcalan, leader du PKK emprisonné depuis 16 ans.

« *Soulignant que les pressions contre la presse allaient au-delà de celles qui avaient été observées dans les années 90, le rapport d'IHD met en valeur une répression et une censure terrifiantes contre la liberté de la presse, qui inclut des détentions et des arrestations contre des membres de la presse de l'opposition qui ne se conformaient pas au point de vue des dirigeants, des enquêtes, des actions en justice, des licenciements, des entraves à l'accès aux sites web d'agences de presse, des tortures et des mauvais traitements, et la création de difficultés pour couvrir l'actualité.*

L'IHD met aussi en valeur l'arrestation et la révocation de leurs postes de 17 co-maires de

1 <http://anfenglish.com/news/yuksekdag-it-is-now-the-government-s-turn-to-declare-inaction>

2 <http://anfenglish.com/kurdistan/hpg-reports-ongoing-attacks-by-the-turkish-army-1>

3 <http://anfenglish.com/kurdistan/what-has-the-state-done-in-kurdistan-in-9-months>

municipalités tenues par le DBP et de douzaines de conseillers municipaux durant ces deux derniers mois, et elle décrit la situation comme une honte pour la loi et la démocratie, et une restriction des libertés et des politiques démocratiques. »

*** En effet, le ministre de l'intérieur a suspendu les co-maires** du district de Yüksekova (Hakkari), de la province de Batman, du district de Tuzluca (Iğdır) et de la ville de Hoşhaber de leurs fonctions pour « participation à la déclaration d'autonomie, dans une conférence de presse le 13 août⁴ ». Les co-maires de la province de Batman, Sabri Özdemir et Gülistan Özdemir, ainsi que 17 membres du conseil municipal ont été suspendus. Le gouverneur de Batman va autoriser que les membres qui restent se rassemblent et élisent un maire provisoire. Il y a deux jours, Gültekin (co-maire du district de Iğdır's Tuzluca) et Çam (maire de Hoşhaber) ont été arrêté et placés en détention préventive à cause de leur participation à une action de bouclier humain, pour être « membre d'une organisation armée ».



***Les couvre-feux continuent.**

A Lice, pas de nouvelles... D'après le DBP (Parti Démocratique des Régions), le 17 octobre, on n'aurait reçu aucune nouvelle de Lice, à 90km d'Amed/Diyarbakir, depuis l'imposition d'un couvre-feu le 14 octobre. La ville n'a aucun lien avec l'extérieur car les communications téléphoniques et internet ont été coupés par les militaires turcs. « *Le DBP exprime une grande préoccupation pour la situation des personnes dans cette ville*⁵ ». Il y aurait un problème de nourriture, étant donné que les entrées et sorties de la ville sont fermées, et que les personnes malades ou blessées, même dans des états graves, n'auraient pas accès à l'hôpital. Dans leur déclaration, le DBP insiste sur le fait que les habitants n'ont aucune garantie de survie sous le siège mené par la police et les forces militaires.

A Sur : « *Six quartiers étaient sous couvre feu, depuis le 10 octobre, selon la préfecture, 'afin d'assainir les rues de la commune'. Le dispositif a été levé progressivement, pour trois quartiers le 12 octobre et pour les trois derniers hier 13 octobre. Pendant ces quelques jours, des opérations de forces spéciales et commandos, appuyées par des hélicoptères et des snipers ont*

4 <http://anfenglish.com/kurdistan/six-co-mayors-in-the-kurdish-region-suspended-from-position>

5 <http://anfenglish.com/kurdistan/dbp-amed-branch-no-news-received-from-lice-region>

été effectuées⁶ ».

Et « *Plusieurs inscriptions signées par « Esadullah Team » (Esadullah : le lion d'Allah) ont été observées et photographiées à Sur (Diyarbakir).*⁷ » [...] Un député HDP a annoncé à l'agence d'information DIHA que son parti allait demander à l'Assemblée Nationale, au Ministre d'Intérieur, au gouvernement provisoire AKP, et au Président qui était ce groupe « Esadullah Team », s'il avait un lien avec les policiers et les forces spéciales déployées pendant le couvre-feu, avec Daech ou avec l'État. « *En effet cette signature alimente des rumeurs existantes sur le fait que des djihadistes, mercenaires seraient intégrés dans les forces de sécurité en Turquie. [...] Sur ce sujet, la Direction des forces de Sécurité turques n'a fait aucune déclaration.* » Cela s'ajoute à de nombreux soupçons et témoignages sur des liens entre les combattants de Daech et l'État turc : sur des combattants de Daech soignés dans les hôpitaux turcs, sur des camps de réfugiés syriens réservés aux familles de combattants de Daech, sur le changement des modes opératoires de la police ou des forces spéciales turques (tirer un corps derrière un blindé et publier le film, tuer 4 jeunes en leur arrachant la tête...).

*** Dans le district de Silvan (Amed), résistance et autodéfense⁸**

Des unités d'opérations spéciales de la police ouvrent le feu sur des quartiers dans des véhicules blindés. Les attaques s'intensifient dans les quartiers de Tekel et Mescit, depuis l'imposition d'un couvre-feu le 18 octobre. La police tente d'empêcher les journalistes de couvrir ces infos, et elle bloque l'accès à l'hôpital. Malgré les attaques et le couvre-feu, les habitants renforcent l'autodéfense contre les attaques des unités d'opérations spéciales de la police. Ils ont détruit un engin de chantier qui avait été ramené par l'Etat dans le quartier de Mescit pour reboucher les tranchées creusées par la population pour se défendre.

*** Les attaques de cimetières et de lieux sacrés continuent**

D'après l'ANF⁹, « *les bombardements turcs ont encore une fois pris pour cible le cimetière de 'Suna Çiçek and Dr. Baran' qui héberge les tombes de militants du PKK et des victimes du massacre de Dersim, perpétré par les forces de l'État en 1938. [...] L'État turc poursuit ses attaques sur les valeurs et les lieux sacrés des Alévis pendant leurs rituels 12 jours de deuil et de jeûne. Le cimetière de martyrs, les tombes et le cemevi (lieu de culte Alévi) à l'intérieur du cimetière, ont tous été démolis par des bombardements intenses conduits par des hélicoptères turcs avec des armements lourds. [...] Les boucliers humains, que les soldats n'autorisent pas à accéder aux zones des opérations, ont commencé un sit-in au carrefour de Tülük sur la route de Pülümür* ».

6 <http://www.kedistan.net/2015/10/15/diyarbakir-sur-reportage-dapres-couvre-feu/>

7 <http://www.kedistan.net/2015/10/16/team-esadullah-what-the-fuck/>

8 <http://anfenglish.com/kurdistan/attacks-by-state-forces-and-resistance-by-people-widens-in-silvan>

9 <http://anfenglish.com/kurdistan/turkish-state-attacks-peace-and-sacred-values-in-dersim>



*** L'AKP refuse de rendre les corps des guérillas HPG**

Sous prétexte de « procédure de test ADN¹⁰ », l'AKP détient les corps de morts de la guérilla, et refuse de les rendre aux familles. Les corps de 16 membres des guérillas HPG sont gardés au cimetière de Malatya depuis maintenant plus de 40 jours. Ces corps sont non-identifiables à cause de la torture et des bombardements subis.

*** Tahir Elçi arrêté pour avoir déclaré que « Le PKK n'est pas une organisation terroriste »**

Le président du Barreau de Diyarbakır, Tahir Elçi a été arrêté, puis est ressorti en libération conditionnelle, sur le motif de « faire de la propagande pour une organisation terroriste ». Edçi avait déclaré à la télévision que « *le PKK est un mouvement politique armé qui a des revendications politiques et un soutien remarquable derrière lui*¹¹ ». Il maintient ses paroles et appelle à la fin immédiate du conflit en cours et à une résolution civilisée de la question Kurde.

*** D'après Dermitaş, la police turque torture des jeunes kurdes pour obtenir des fausses déclarations à propos de l'attentat de Suruç**

Le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş déclare :

« Ces derniers jours, en particulier dans la zone de Sanliurfa, des jeunes membres du HDP ont été détenus et torturés pour signer des fausses confessions disant 'J'ai ordonné le massacre de Suruç'. En même temps que je parle, une femme de 19 ans qui travaille au centre culturel de la commune de Nusaybin subit une torture sévère au commissariat de police d'Urfa. J'ai eu cette information par des avocats. On la force à signer un faux document ».

10 <http://anfenglish.com/kurdistan/unrecognizable-bodies-of-16-hpg-guerrillas-still-held-in-malatya>

11 <http://kurdishquestion.com/index.php/kurdistan/>

Suite à l'attentat du 10 octobre à Ankara...

* Le gouvernement fait des arrestations et suspecte Daesh voire peut-être le PKK

Le gouvernement a dans un premier temps procédé à l'arrestation de deux personnes, présentées comme proches de la rébellion kurde et du PKK. Dans son discours lors des funérailles des victimes, le co-président du HDP (Parti Démocratique des Peuples), Selahattin Demirtaş déclare à ce propos « *Jamais aucun coupable n'a été arrêté. A chaque fois, des forces de l'Etat ont agi comme facilitatrices pour ces crimes. Le premier ministre ment. Ce gouvernement n'a pas lutté contre Daesh, il l'a soutenu, il a facilité les opérations de Daesh. Contre qui ont-ils mené des opérations ? A qui ont-ils passé des menottes ? A de jeunes internautes pour avoir tweeté [contre la politique du gouvernement, contre le président]. A des étudiants d'université pour avoir manifesté. Ce sont eux qui ont été arrêtés, placés en garde à vue, brutalement, en subissant des violences policières. Avez-vous vu un seul membre de Daesh parti en garde à vue menotté ? Non, personne n'a vu ça. Dans ce pays, si vous dirigez l'association des droits de l'homme, vous ne pouvez pas travailler tranquillement, mais si vous êtes membre de Daesh, vous pouvez travailler, agir en toute tranquillité.* »¹²

De son côté, le Premier ministre turc Ahmet Davutoğlu a déclaré que le suspect n°1 était Daesh, mais il n'exclut pas une implication du PKK.

Selon le quotidien Hürriyet, les deux auteurs présumés de l'attaque d'Ankara ont été formellement identifiés. Il s'agit d'Ömer Deniz Dündar et de Yunus Emre Alagöz. Ce dernier est le frère d'Abdurrahman Alagöz, présenté comme le kamikaze de Suruç. Tous, comme l'auteur résumé de l'attentat du 5 juin 2015 qui a fait 5 morts lors d'une réunion électorale du HDP, seraient originaires d'Adimayan, une ville du sud-est qui compte environ 200.000 habitants.

* Deux jours de grève de la faim par des prisonniers d'Amed (Diyarbakır)

D'après l'ANF, le 15 octobre¹³ : « *Des prisonniers du PKK dans la prison de type D de Diyarbakır ont entamé une grève de la faim de deux jours pour protester contre les massacres perpétrés, faisant partie intégrante de la guerre menée par le gouvernement de l'AKP. Les prisonniers, qui ont annoncé leur grève par leurs familles, ont déclaré que leur protestation se poursuivrait de différentes manières aussi longtemps que les attaques de l'état continueront.*

Ils dénoncent la réaction de l'AKP après l'annonce d'un cessez-le-feu par le PKK : « *le meurtre de 8 guérillas du PKK en position de cessez-le-feu à Lice, et le massacre à Ankara de plus d'une centaine de personnes pour la démocratie et la paix* ».

* Des réactions de solidarité un peu partout

Des réactions de solidarité ont vu le jour un peu partout. Des manifestations ont eu lieu entre autre à Paris, Nantes, Strasbourg, Marseille, Rouen et à St Briec. Une pétition internationale a été lancée par des intellectuels et des universitaires suite à l'attentat, qui appelle notamment « à une révision complète des politiques de guerre de la part de tous les gouvernements collaborant avec le régime actuel en Turquie »¹⁴.

* Les victimes de l'attentat obligées de payer l'hôpital

Lundi dernier, les hôpitaux qui ont accueillis les personnes blessées par l'attentat du 10 octobre

12 <http://www.kedistan.net/2015/10/15/s-demirtas-parle-lors-des-funerailles-de-victimes/>

13 <http://anfenglish.com/kurdistan/pkk-prisoners-in-amed-go-on-two-day-hunger-strike>

14 <http://www.kedistan.net/2015/10/18/apres-ankara-petition-de-solidarite-internationale/>

leur ont demandé de payer des frais d'hospitalisation.

Des nouvelles du Rojava

* Déclaration d'autonomie démocratique à Girê Spî (Tal Abyad), à la frontière vers Urfa (Turquie)

On peut lire sur l'ANF¹⁵ : « Les leaders d'opinion et des représentants de toutes les communautés et de tous les groupes confessionnels de la région de Girê Spî (Tal Abyad) se sont réunis mercredi 21 octobre pour déterminer d'une administration commune.

La réunion s'est achevée avec l'établissement de l'Administration Autonome Démocratique Girê Spî, affiliée au canton de Kobanê, l'élection des co-présidents -Mensur Selum and Leyla Mustafa- et la formation de 9 comités qui s'occupe du travail.

L'administration autonome va impliquer des représentant.e.s de tous les peuples et cercles sociaux vivant dans la région. »

La prise de la ville de Girê Spî en juin dernier avait marqué un recul important de Daech, et les avait privés d'une route directe pour apporter des combattants étrangers et du matériel de Turquie.



* Création des Forces Démocratiques Syriennes

Le 11 octobre, la création des Forces Démocratiques Syriennes a été annoncée. Il s'agit d'une coalition militaire entre les Unités de Protection du Peuple (YPG), le Conseil Militaire Syriaque (MFS) et la Coalition arabe syrienne (regroupant Burkan al-Furat « Volcan de l'Euphrate », Jaych al-Thouwar « L'Armée des révolutionnaires » et l'Armée d'Al Sanadid).

« La phase délicate que traverse notre pays la Syrie et les développements rapides sur les fronts politique et militaire (...) nécessitent qu'il y ait une force militaire nationale unie pour tous les Syriens, regroupant les Kurdes, les Arabes, les Syriaques et autres groupes » lit-on dans le communiqué, adressé à Reuters par un porte-parole des YPG. Sur le site des YPG, on peut lire que le but des Forces Démocratiques Syriennes est de lancer une Syrie auto-gouvernée. Les forces Démocratiques Syriennes ont déclaré le 15 octobre qu'il y avait un « *besoin d'unité entre les forces militaires démocratiques dans l'état actuel de la Syrie, pour ramener la paix dans le pays. Pour cette raison, toutes les composantes de Syrie réalisent une défense légitime, fondant*

*les bases d'une force militaire nationale pour le futur de la Syrie*¹⁶». Elles appellent aussi à une coalition internationale contre l'État Islamique.

*** Enjeux internationaux**

Le PYD se retrouve au centre d'enjeux internationaux qui intéressent les plus grandes puissances mondiales. Les États-Unis ont récemment envoyé des armes légères aux combattants qui se battent contre l'État Islamique en Syrie. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a rencontré Assia Addallah, coprésidente du Parti de l'Union démocratique kurde (PYD), reconnaissant par là-même l'importance des Kurdes dans la situation en Syrie. Ankara voit d'un mauvais œil tout cela, et enchaîne les mises en garde contre le PYD¹⁷, qu'elle considère comme une organisation terroriste, auprès des États-Unis et de la Russie. La Turquie craint que la progression des YPG, branche militaire du Parti de l'Union démocratique (PYD), le long des 900 km de sa frontière avec la Syrie n'attise les velléités séparatistes de sa propre minorité kurde, et a déclaré intervenir si les YPG dépassaient l'Euphrate.

*** Réponses des habitant-e-s du Rojava à un rapport d'Amnesty International**

Le 12 octobre, Amnesty International a publié un rapport selon lequel 37 personnes auraient témoigné de déplacements forcés et de destruction de maisons lors d'une campagne punitive, de la part des forces de sécurité kurdes syriennes, les *Yekîneyên Parastina Gel* (YPG – « unités de protection du peuple »).

Le commandement général des YPG a publié une déclaration détaillée en réponse à ce rapport¹⁸. Cette déclaration pointe les contradictions du rapport. Elle montre que les témoignages accusateurs sont plutôt des suppositions, et proviennent de personnes absentes au moment des faits ou d'ennemis des YPG. Elle assure que les destructions de maisons sont le résultat des combats et des bombardements. Et elle accuse Amnesty International d'accentuer les tensions en présentant le conflit en cours comme une guerre sectaire entre les kurdes et les arabes.

L'assemblée des tribus arabes de Ruspîs dans le canton de Cizîr a condamné le rapport d'Amnesty International, insistant sur le fait que les arabes, les Kurdes, les chrétiens et les yézidis vivaient en paix les uns avec les autres. Il est aussi noté que l'assemblée des tribus arabes a parlé avec les personnes de la région à propos de ces allégations, qui refusaient aussi les affirmations du rapport.

Ils déclarent : « *Par exemple, on a déjà reçu des rapports qui disaient que les YPG-YPJ et les asayish (sécurité publique) avaient expulsés nos frères et sœurs arabes du Mont Kizwan. En tant que tribu de Begara et Ruspîs, on a formé une délégation et on est allé voir les forces YPG-YPJ. On a discuté de ces allégations pendant une réunion qui a duré 4 heures. Plus tard, on a aussi parlé avec la population. Après nos discussions, on a décidé d'assurer l'évacuation de nos peuples de la zone du Mont Kizwan, parce que cette zone subissait de lourds affrontements avec les bandes de ISIS/ EI, et les gens là-bas n'avaient aucune assurance de survie puisque les ennemis ne faisaient pas la différence entre les civils et les combattants quand ils menaient leurs attaques. C'est la réalité. Amnesty International devrait obtenir des informations de la source elle-même, et se la faire confirmer. Les forces YPG-YPJ ont fait face à ce même genre d'allégations sans fondements quand nos frères et sœurs Assyriens ont migré des villages de la région de Xabur. Cependant, la vérité a éclaté quand on a parlé aux gens du coin qui ont dit que les bandes de Daech les ont forcé à migrer et ont démoli leurs maisons*¹⁹».

16 <http://anfenglish.com/kurdistan/syrian-democratic-forces-announce-final-declaration>

17 <http://www.kedistan.net/2015/10/15/tentatives-disolement-des-combattants-du-rojava/>

18 <http://anfenglish.com/kurdistan/ypg-general-command-amnesty-international-report-is-contradictory>

19 <http://anfenglish.com/kurdistan/arab-tribes-in-rojava-say-amnesty-international-distorts-the-truths>

*** Nettoyage ethnique par des groupes islamiques soutenus par l'AKP dans le village de Ehrez**

Des groupes islamiques, incluant Daesh, occupent le village d'Ehrez, habité par trois mille Kurdes et situé au nord d'Alep et à 6 km seulement d'Efrîn. Les habitants ont été obligés de fuir. Ces groupes, soutenus par le MIT (service de renseignement turc), ont pénétré dans le village et ont kidnappé une douzaine de civils, dont on n'a toujours pas de nouvelles.

*** 306 écoles assurent des cours en langue maternelle dans le canton d'Efrîn**

Le système éducatif du Rojava s'organise de jours en jours. 1625 professeurs ont été formés pour faire cours dans 306 écoles.

La crise politique dans le Kurdistan Sud continue...

*** Les manifestations de professeurs contre la crise budgétaire se poursuivent.**

Samedi, il y a eu de grandes manifestations dans les villes de Sulaymaniyah, Halabja, Kelar, Kifrî, Rîzgari, Derbendixan, Şarezur, Seyit Sadîk, Pencewin et Hewraman. Les professeurs déclarent continuer leurs manifestations et actions de boycott jusqu'à recevoir une réponse du gouvernement. La crise actuelle au Kurdistan sud est partie d'une grève de professeurs et de fonctionnaires qui réclamaient trois mois de salaires impayés. Quatre personnes au moins ont perdu la vie, dans la répression violente de manifestations par le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan, la parti au pouvoir) et les peshmergas. Cemil Bayîk, le co-président du KCK (Confédération des Communautés du Kurdistan, regroupant les Kurdes de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran) a proposé une médiation entre les parties. Le Gouvernement Régional Kurde a déclaré que les salaires seraient payés avant la fin du mois.



* L'EI accusé d'avoir utilisé du gaz moutarde en Irak

D'après les autorités du Kurdistan autonome irakien²⁰, les combattants de l'État Islamique ont tiré des obus de mortier contenant du gaz moutarde en août dernier dans le nord de l'Irak, sur des combattants kurdes. Des analyses de sang prélevé sur des peshmergas exposés à ces tirs contient des traces de gaz moutarde.

Pendant ce temps-là, en Europe ...

* Les élections à l'étranger

Samedi dernier, les électeurs turcs vivant dans différents pays européens ont reçu à leur domicile une lettre de propagande de l'AKP, les incitant à voter pour eux²¹. Ces lettres sont envoyées d'Ankara en plein milieu de la période électorale, étant donné que les ressortissants à l'étranger peuvent voter entre le 8 et le 22 octobre. En Allemagne, une pétition est lancée pour porter plainte pour « diffusion d'information privée », des personnes ayant reçu ce courrier ne faisant pas partie de l'électorat de l'AKP, ce qui signifie que leurs données ont été diffusées de manière illégale.

Depuis juin (dernières élections) de nombreuses personnes ont disparues des listes électorales. Et Erdogan a profité de voyages diplomatiques pour faire des meetings électoraux, à Strasbourg notamment.

Les élections devraient se dérouler le 1er novembre prochain en Turquie et concentrent des enjeux importants. Beaucoup craignent que les résultats soient truqués ou que le gouvernement annule tout simplement la tenue des élections, la Constitution (article 78) prévoyant que, *"s'il apparaît impossible de procéder à de nouvelles élections pour cause de guerre, la Grande Assemblée nationale de Turquie peut décider le report des élections pour un an"*.

Angela Merkel en visite à Ankara

Malgré l'attentat du 10 octobre, Angela Merkel confirme sa visite à Ankara. Elle s'y rendra avant le premier novembre, date des élections, malgré la demande de l'opposition d'attendre la fin des élections, pour ne pas apporter de soutien public à Erdoğan.



* 140 migrants kurdes détenus en Hongrie demandent aux organisations internationales de les libérer

D'après le site d'informations Rudaw, 280 prisonniers, détenus en Hongrie, dont 140 sont Kurdes, demandent leur libération auprès des organisations internationales. « On vit dans des conditions misérables²² », déclare Baran Rabi, un des prisonniers. Un autre migrant kurde témoigne de la brutalité et d'humiliations dont il a été victime, lui ainsi que 29 autres migrants Kurdes, en prison en Grèce.

20 <http://www.rojbas.org/2015/10/10/les-kurdes-accusent-lei-davoir-utilise-du-gaz-moutarde-en-irak/>

21 <http://www.kedistan.net/2015/10/17/le-facteur-akp-est-passe/>

22 <http://rudaw.net/english/world/201020151>

SOMMAIRE

Bakûr : Où en est la guerre contre les Kurdes ?

L'armée turque attaque malgré les déclarations de cessez-le-feu

Un rapport de l'IHD sur la guerre menée par l'État turc au Kurdistan Nord donnent des chiffres

En effet, le ministre de l'intérieur a suspendu les co-maires

Les couvre-feux continuent

Dans le district de Silvan (Amed), résistance et autodéfense

Les attaques de cimetières et de lieux sacrés continuent

L'AKP refuse de rendre les corps des guérillas HPG

Tahir Elçi arrêté pour avoir déclaré que « Le PKK n'est pas une organisation terroriste »

D'après Dermitaş, la police turque torture des jeunes kurdes pour obtenir des fausses déclarations à propos de l'attentat de Suruç

Suite à l'attentat du 10 octobre à Ankara... *

Le gouvernement fait des arrestations et suspecte Daesch voire peut-être le PKK

*Deux jours de grève de la faim par des prisonniers d'Amed (Diyarbakır)**

Les victimes de l'attentat obligées de payer l'hôpital

Des réactions de solidarité un peu partout

Des nouvelles du Rojava

Déclaration d'autonomie démocratique à Girê Spî (Tal Abyad), à la frontière vers Urfa (Turquie)

Création des Forces Démocratiques Syriennes

Enjeux internationaux

Réponses des habitant-e-s du Rojava à un rapport d'Amnesty International

*Nettoyage ethnique par des groupes islamiques soutenus par l'AKP dans le village de Ehrez**

306 écoles assurent des cours en langue maternelle dans le canton d'Efrîn

La crise politique dans le Kurdistan Sud continue... *

Les manifestations de professeurs contre la crise budgétaire se poursuivent.

L'EI accusé d'avoir utilisé du gaz moutarde en Irak

Pendant ce temps-là, en Europe ...

Les élections à l'étranger

Angela Merkel en visite à Ankara

140 migrants kurdes détenus en Hongrie demandent aux organisations internationales de les libérer